

"NOUS CONTINUERONS À FAIRE DES SIGNAUX POSITIFS AU POUVOIR."

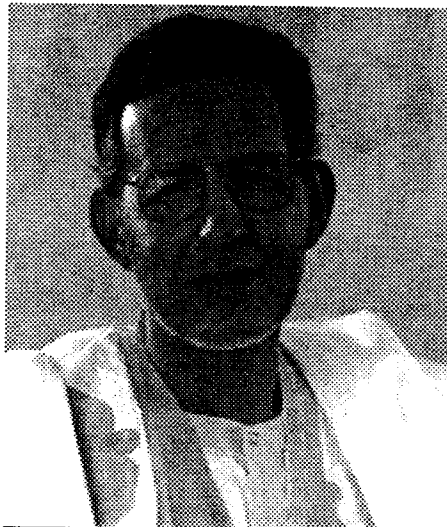
Le cycle des conférences de presse, véritable réponse du berger à la bergère que se livrent le Pouvoir et l'Opposition, continue à animer la scène politique, longtemps plongée dans un immobilisme comateux. En effet, à peine est-on sorti de l'accusation de trahison du PRDS à l'endroit de certains opposants, que nous voilà plongés dans celle émanant des milieux de l'enquête qui, par les chiffres et les lettres, impliquent gravement des hommes politiques et pas des moindres : Mohamed Khouna Ould Haidalla, Ahmed Ould Daddah et Cheikh Ould Horma Ould Babana. Cette manière de "commencer à parler" de Saleh Ould Hanena et Abderrahmane Ould Mini augure-t-elle d'une mort politique pour ces hommes dont le crédit et l'aura populaire risquent d'être sérieusement entamés par de telles accusations ?

Conférence de presse au RFD

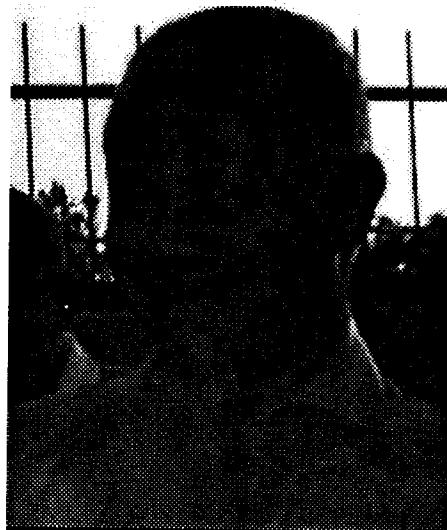
Ahmed Ould Daddah :

"Nous continuerons à faire des signaux positifs au Pouvoir."

Quoi qu'il en soit la Coordination des Partis de l'Opposition (CPO) qui regroupe le RFD, l'APP, l'UFP, le FP, le PLEJ, l'AJD, le PDLM, le PUDES, le PTUN et le PCD non reconnu, n'a pas attendu que l'accusation soit officiellement adressée aux concernés pour tenter de la tuer dans l'œuf. Ainsi, le jeudi dernier, le siège du RFD était envahi par une horde de journalistes et une pléthore de militants de l'Opposition, conviés à une conférence de presse du CPO, animée par Ahmed Ould Daddah et Cheikh Ould Horma Ould Babana, deux des trois co-accusés, Mohamed Khouna Ould Haidalla n'ayant pas été invité par ses amis "pour ne pas l'embarrasser sachant qu'il est déchu de ses droits civiques et politiques pour cinq ans", dira Ahmed Ould Daddah.



Ahmed Ould Daddah



Cheikh Ould Horma



Mohamed Maouloud

Ahmed et Horma se défendent

Tournant autour de cette accusation, la conférence de presse est restée fidèle à l'esprit de ses organisateurs qui lui ont tracé une trajectoire à sens unique (Ahmed et Horma pour répondre) avec une légère déviation côté Mohamed Ould Maouloud pour brosser le tableau que chacun connaissait déjà : une opposition marginalisée, presque au banc des accusés face à un Pouvoir enhardi et grisé par ses succès d'avoir déjoué un coup d'Etat et attrapé son Saddam Hannena en fuite depuis 14 mois. L'objectif étant donc de prendre le taureau par les cornes en apportant dare-dare un démenti formel aux accusations de soutien aux putschistes. Ahmed Ould Daddah et Cheikh Ould Horma Ould Babana répondront respectivement, à la question. Ahmed Ould Daddah dira à ce sujet : "Premièrement je voudrai un peu à titre de vanité, dire que je ne suis pas content de n'avoir donné que 10.000 \$ alors que quelqu'un d'autre aurait donné 50.000 \$USA. S'il faut donner, je préfère donner 50.000 ou même 100.000 \$US. Ceci étant et blague à part, je trouve cela extrêmement grave pour deux raisons : la première c'est que c'est une violation gravissime du secret de l'instruction, parce que le secret de l'instruction est une chose importante qui doit être respectée et qui d'ailleurs s'attache à un autre principe qui lui aussi est violé, c'est le principe de présomption d'innocence. Il est anormal, inacceptable, scandaleux qu'un parti au Pouvoir s'arroge le droit de violer comme cela le secret d'une instruction et d'utiliser les éléments d'une instruction en cours pour accuser ses adversaires politiques. La deuxième observation est qu'il est extrêmement grave de porter une accusation sans preuve et je peux vous dire qu'il ne peut pas y avoir de preuve, parce qu'il n'y a pas de réalité. Et s'il y avait un Etat de droit ici, j'aurai personnellement poursuivi ceux qui ont répandu cela et ils seront très certainement gravement condamnés. Mais malheureusement et je le déplore depuis très longtemps, il n'y a pas d'Etat de droit dans ce pays où on se joue avec les libertés et la dignité des autres. Mais, à ce jeu, on risque de se brûler les ailes et le grand perdant dans tout cela risque d'être l'unité de ce pays, la stabilité et la paix civile. Fort heureusement, il y a une opposition responsable, démocratique qui, malgré les coups de boutoir et les agressions répétées, garde le cap au nom de la Mauritanie et pour l'avenir de la Mauritanie. Bien sûr comme dit le proverbe, une seule main ne peut pas applaudir, mais elle peut gratter, s'agiter, faire des signaux positifs et nous continuerons à le faire."

Finie la réponse d'Ahmed Ould Daddah,

ce sera au docteur Cheikh Ould Horma Ould Babana, président du PCD non reconnu de répondre à cette accusation : "L'essentiel de ce qu'il fallait dire étant déjà largement dit par le président Ahmed, donc je n'aurai pas grand chose à ajouter sinon d'exprimer tout simplement mon dégoût pour la procédure qui a été appliquée pour nous impliquer dans quelque chose dans lequel si nous avons décidé de nous impliquer nous l'aurions manifesté autrement. Et nous avons fait notre choix en choisissant le combat politique, nous avons choisi le combat pacifique et nous l'assumons. Si on avait pris l'option de la voie armée, nous l'aurions également assumé et exprimé autrement. Nous ne sommes pas habitués à ce jeu, ni à la lâcheté et donc, nous sommes profondément dégoûtés par cette procédure d'impliquer et de diaboliser l'Opposition. Nous demandons au Pouvoir de trouver une autre façon moins avilissante pour lui de maintenir le statu quo et refuser la main tendue par l'Opposition pour initier une ère de stabilité, de paix de concorde nationale dans notre pays. C'est notre combat, c'est ce que nous prônons, c'est ce que nous voulons. Aujourd'hui nous avons pris cette initiative de dialogue et l'avons annoncé mais c'est le Pouvoir qui, au lieu de saisir la perche que nous lui tendons, non seulement la refuse, mais essaie de diaboliser, de décrédibiliser l'Opposition."

L'Opposition joue franc jeu

Un peu avant de répondre en duo avec Cheikh Ould Horma Ould Babana aux questions des journalistes, Ahmed Ould Daddah devait souhaiter la bienvenue à l'assistance et passer le micro au président de l'UFP, Mohamed Ould Maouloud pour revenir sur cette campagne de communiqués, d'accusations et de surenchère que Pouvoir, Parti au Pouvoir et Opposition semblent avoir choisi pour laver leur linge sale en public.

Le président de l'UFP dira sur un ton modéré mais qui pêchait par devoir à l'Opposition: "L'Opposition se préoccupe pour réagir à la campagne orchestrée par le PRDS à l'échelle nationale et qui vise à la diaboliser. Cela a commencé par une campagne contre une opposition "traître", parce que peut-être on n'a pas cru immédiatement à ce qu'affirme le Pouvoir, donc c'est un délit d'incrédulité. Ensuite il y a eu la campagne pour dire qu'on n'est pas partis visiter (les armes saisies exposées à l'Etat major de l'Armée nationale, NDLR), alors qu'en vérité, les partis qui étaient venus se sont retirés pour protester contre une attitude humiliante pour eux. Ils ont été reçus d'une manière humiliante et ils ont le droit de réagir. Cela aussi a été

considéré comme suffisant pour les éti-
queter comme des anti-nationaux, comme
des gens en connivence avec les putschis-
tes Aujourd'hui, on s'aperçoit aussi qu'a-
vec cette escalade verbale, le PRDS mène
une campagne diffamatoire directement
dirigée contre des partis de l'Opposition et
certains dirigeants de l'Opposition soit dis-
ant sur la base de fuites de l'instruction en
cours. Naturellement nous sommes cons-
ternés par cette attitude qui vient répon-
dre à une position d'ouverture, d'appeler au
dialogue, un appel au dialogue qui n'est
pas circonstanciel, qui n'est pas manœu-
vrier mais qui émane d'une claire cons-
cience que nous traversons une période
très dangereuse pour le pays et qui met
au premier plan la sauvegarde de la paix
civile et de l'unité nationale avant tout.
Cette position adoptée par les partis de
l'Opposition doit être considérée par le
Pouvoir comme un atout par pour sortir le
pays de la crise. Il a désormais un part-
enaire fiable, c'est une position claire pour
faire aboutir une solution politique consen-
suelle qui nous invite à tourner la page. La
réponse à cette position fut la campagne
de diffamation, l'escalade qui ne se fonde
sur rien de valable. On accuse les partis
de l'Opposition de ne pas avoir cru aux
thèses du Pouvoir, mais vous savez, la
confiance ça se construit et depuis une
année il y a une rupture de confiance entre
le Pouvoir et l'Opposition. Qu'est-ce que le
Pouvoir a fait pour construire la confiance
pour qu'à sa première déclaration les partis
de l'Opposition soient tenus de le croire?
Le pays a besoin de deux choses et
c'est la conviction de l'Opposition: de l'a-
paisement et de la réconciliation.
L'Opposition est engagée dans cette direc-
tion comme choix stratégique pour cette
période délicate. Nous voulons affirmer ce
choix et ce n'est pas la campagne actuelle
du PRDS qui va nous y faire renoncer.
Nous voulons par la même, renouveler
notre appel à tous les acteurs politiques et
singulièrement du Pouvoir pour aller dans
cette direction. Nous appelons le Pouvoir
et son parti à renoncer à l'escalade, à
renoncer à tenter de régler les comptes
dans le sillage de cette affaire de putsch et
à comprendre que la confiance se cons-
truit, le rapprochement se fait progressi-
vement, les solutions consensuelles
demandent un travail d'approche de la
part de chacun."

Fatiguée, l'Opposition veut sérieusement le dialogue

Au sortir de cette conférence de pres-
se, force sera de constater que
l'Opposition, épuisée par douze ans de
combat sans réussite et sans fin, a pris
l'option stratégique de prôner l'apaisement

et la réconciliation et de continuer à cher-
cher le dialogue avec le Pouvoir. Imposer
ce dialogue pour pousser le Pouvoir à l'ou-
verture politique est devenu le leitmotiv qui
revient sur toutes les lèvres d'Ahmed Ould
Daddah à Messaoud Ould Boulkheir en
passant par Chbih Ould Cheikh Melanine.

Cette réalité est perceptible de l'aveu
même d'Ahmed Ould Daddah, président
du RFD : "Nous avons fait ce choix sur des
bases de principes qui veulent faire avan-
cer la démocratie, le point de vue et le
point de vue contraire, pour qu'il puisse y
avoir des changements qui ne soient pas
dramatiques dans le Pouvoir et l'exercice
du Pouvoir. Ce qu'un Pouvoir fait tant qu'il
est en place, cela le regarde et n'engage
que lui. Nous ce qui nous regarde et nous
concerne, c'est d'être conforme à nos
principes et ce que nous considérons être
l'intérêt de la Mauritanie."

En affichant cette volonté d'en finir avec
le comportement "boycottiste" et va-t'en-
guerre, pour jouer balle à terre et tendre
la main de la concertation, Ahmed Ould
Daddah et Messaoud Ould Boulkheir, bien
plus que les autres de la Coordination des
Partis de l'Opposition, semblent déterminés
à sortir de cette mort clinique dans
laquelle les avait plongé le Pouvoir en les
poussant, douze ans de suite, à se mettre
hors-jeu. Fatigués, ce sont donc des hom-
mes prêts au travail d'équipe avec le
Pouvoir qui se présentent aujourd'hui pour
provoquer le dégel. N'est-ce pas là un vé-
ritable signe de changement de comporte-
ment important ? Surtout que cette
Opposition n'a de cesse de s'éloigner de
tout ce qui est de caractère violent,
dénonçant cette tentative de coup d'Etat
manqué du 8 juin et condamnant l'utilisa-
tion de la violence comme d'accession au
pouvoir. Cette manière de se démarquer
achèvera-t-elle de convaincre le Pouvoir
que l'Opposition est, pour une fois, de
bonne foi dans sa volonté participer acti-
vement à l'édification de la Mauritanie
unie, démocratique et plurielle?

Même si, la confiance n'est pas totale-
ment acquise et que la méfiance reste de
mise, rien n'empêche le Pouvoir de faire
un signe d'acceptation. Une chose est
sûre : la Coordination des Partis de
l'Opposition n'attend pas mieux ! Une
démocratie où l'Opposition est margina-
lisée, sans rôle et sans avis sur ce qui se
passe dans le pays, est une démocratie
malade, handicapée et boiteuse.
Ensemble, le Pouvoir et l'opposition pour-
ront certainement tourner la page du
putsch manqué du 8 juin et entamer les
réformes nécessaires pour faire avancer
le pays.

MOHAMED OULD KHATTAT